



Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Ahmed Medhoun, *Président du Conseil* ;
 Emir Kir, *Bourgmestre* ;
 Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Échevin(e)s* ;
 Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pauline Warnotte, Pascal Lemaire, Elodie Christine Jacqueline Cornez, *Conseillers communaux* ;
 Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

Excusés : Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Serob Muradyan, Safa Akyol, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.10.19

#Objet : Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux ; adoption.#

Séance publique

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;
 Vu la Circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;
 Considérant que la commune est propriétaire de nombreux biens immobiliers sur son territoire ;
 Considérant que la commune est une autorité administrative soumise au principe de bonne administration, de publicité, de transparence et de respect de l'égalité ;
 Que ces principes s'appliquent notamment dans les procédures relatives à l'aliénation des biens communaux ;
 Considérant que la mise en place d'une procédure spécifique encadrant l'aliénation de tout bien immobilier communal par une vente de gré à gré est nécessaire afin de garantir le respect des principes de droit précités ;
 Considérant que si, certes, la procédure de vente de gré à gré avec la publicité est la règle à appliquer, il convient également de prévoir une procédure de vente sans publicité si l'intérêt général le justifie, lequel peut résulter de circonstances de fait particulières ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement de procédure repris ci-après relatif à la vente de gré à gré de biens immobiliers communaux :

Article 1^{er}. Lorsque le Conseil communal le décide, il peut aliéner un bien immobilier communal par une vente de gré à gré au plus offrant selon la procédure définie par le présent règlement.

Article 2. §1^{er}. Le Conseil communal fixe le prix de vente minimum du bien ou du droit immobilier, lequel peut être supérieur ou inférieur à l'estimation préalable du Comité d'Acquisitions d'Immeubles Régional (CAIR).

Le cas échéant, cette décision comprend également la désaffectation du bien ou du droit immobilier concerné.

§2. Si le prix fixé par le Conseil communal est inférieur à l'estimation préalable du CAIR, cette décision doit être motivée.

Article 3. À défaut de rapport d'estimation établi par le CAIR dans un délai de soixante jours à dater de la date de dépôt de la demande d'estimation d'un bien, laquelle est établie par un accusé de réception du CAIR, ou dès réception de la décision du CAIR attestant de son impossibilité de se prononcer dans un tel délai, il est fait appel, dans le respect des règles applicables en matière de marchés publics, à un notaire, un géomètre-expert ou un agent immobilier afin de procéder à l'estimation de la valeur vénale du bien ou du droit immobilier.

Article 4. Le procès-verbal d'estimation du bien a une durée de validité d'un an. Au-delà de ce délai, une confirmation écrite de la validité de l'estimation de la valeur du bien auprès du CAIR ou de l'expert ayant dressé le procès-verbal est requise.

Article 5. §1^{er}. Le bien soumis à la présente procédure fait l'objet des mesures de publicités suivantes dans un délai de 30 jours, lequel est fixé par le Conseil communal lors de la séance reprise aux articles 1^{er} et 2 :

- Annonce aux valves communales ;
- Annonce sur le site Internet de la commune ;
- Annonce sur le bâtiment dont question par une affiche en format A3 ou une bache d'une dimension de 1m35 de large maximum sur une longueur proportionnelle en fonction du texte ;
- Le cas échéant, il pourrait faire l'objet d'une annonce dans tout autre média pertinent ;

L'annonce reprendra au minimum :

- Un descriptif du bien ;
- L'affectation urbanistique du bien ;
- Le prix de base fixé par le Conseil communal ;
- Les modalités d'organisation des visites du bien, ainsi que les coordonnées du service communal auquel s'adresser pour toute information supplémentaire et pour procéder aux visites ;
- La date limite de dépôt des offres ;
- Le lieu, la date et l'heure du dépouillement des offres des candidats-acheteurs ;
- L'existence d'un dossier de vente, lequel pourra être remis selon les modalités fixées à l'article 6, §1^{er}.

§2. Le délai de publicité est de 30 jours à partir de la publication de l'annonce précitée.

Article 6. §1^{er}. Le Collège des Bourgmestres et Echevins approuve, avant toute publication et dans le respect du délai repris à l'article 5, §1^{er}, le contenu du dossier de vente à fournir aux candidats-acheteurs.

Ce dossier contiendra au moins :

- Une copie du présent règlement, que les candidats-acheteurs s'engagent à respecter ;
- Une note récapitulative relative à la description du bien, notamment sa nature, son emplacement et sa superficie, et non à son état ;
- Son affectation urbanistique ;
- Le cas échéant, une copie de l'attestation du sol, du procès-verbal du contrôle de l'installation électrique et du certificat de performance énergétique ;

- Les formulaires de remise d'offre selon les modèles repris en annexes.

Un dossier de vente sera remis, en mains propres et contre accusé de réception, aux candidats-acheteurs lors de la visite des lieux.

§2. Lors de la même séance, le Collège précité détermine la date limite de dépôt des offres et fixe le lieu, la date et l'heure de l'ouverture et du dépouillement des offres, et le cas échéant, de l'éventuelle séance de surenchères, telle que prévue par l'article 11. Il désigne également, en son sein, un membre spécifiquement chargé de cette mission avec l'assistance du Secrétaire communal. Il désigne par ailleurs un notaire en vue d'assister le Collège précité dans l'opération de vente.

Article 7. Dans le délai de 30 jours repris à l'article 5, §2, les candidats-acheteurs envoient leur offre sous double enveloppe par courrier recommandé avec accusé de réception au département communal du Patrimoine locatif, lequel est sis rue Royale 284 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, ou la remettent en mains propres contre un récépissé mentionnant la date et l'heure de réception de l'offre, à l'accueil sis à la même adresse.

La réception d'une offre notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception est présumée intervenir le jour ouvrable suivant le jour de la réception.

Le candidat-acheteur envoie son courrier au plus tard l'avant-veille du jour de la séance d'ouverture, dans le respect du délai précité à l'alinéa 2 du présent article.

Article 8. Le formulaire de remise d'offre est recevable s'il satisfait aux trois conditions cumulatives suivantes :

- Il est dûment complété et signé. Aucune autre annotation manuscrite ou rature n'est admise ;
- Il est accompagné :

- Soit d'un document bancaire probant (garantie bancaire, convention de blocage, chèque bancaire certifié) attestant de la capacité financière du candidat-acheteur à acquérir le bien au montant de l'offre soumise ;
- Soit d'une offre de crédit hypothécaire par une institution reconnue pour un financement correspondant au montant de l'offre soumise ;
- Soit de la production d'un de ces documents par le candidat-acheteur et/ou par une ou plusieurs personnes physiques ou morales dûment autorisées, se portant caution indivisible à première demande, à concurrence du montant de l'offre. Dans cette hypothèse, à l'offre sera jointe sous peine d'irrecevabilité, le document-type repris en annexe du présent règlement, dûment complété, signé et accompagné d'une légalisation de la signature de la caution ou de son représentant.

Les trois modalités précitées peuvent être cumulées si le montant à garantir par l'une de ces modalités est insuffisant pour atteindre le montant de l'offre remise ;

- Les modalités de remise d'une offre telles que mentionnées ci-dessus ont été intégralement respectées.

Article 9. §1^{er}. Si aucune offre n'est parvenue à la date fixée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, telle que prévue à l'article 6, §2, pour l'ouverture et le dépouillement des offres, celui-ci peut prévoir un nouveau délai de publicité de minimum 30 jours et de maximum 60 jours. Ce délai commence à courir à la date fixée par le Collège précité.

§2. Lors de cette séance, le Collège précité fixe la date limite de dépôt des offres, laquelle ne peut être supérieure au délai de publicité, ainsi que le lieu, la date et l'heure de la nouvelle séance d'ouverture et de dépouillement des offres.

§3. La publicité prévue à l'article 5 sera adaptée à cette décision.

Article 10. §1^{er}. À la date fixée par le Collège des Bourgmestre et Echevins conformément à l'article 6, §2, les offres sont ouvertes et dépouillées en séance publique à l'hôtel communal sis avenue de l'Astronomie 13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

§2. La présence des candidats-acheteurs et du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors de cette séance est facultative.

§3. Le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins désigné conformément à l'article 6, §2 pour procéder au dépouillement, lequel est assisté du Secrétaire communal, ou le cas échéant, de son remplaçant, procède à l'ouverture des offres, examine et constate ensuite leur recevabilité. Ceux-ci peuvent être assistés par un ou plusieurs membres du personnel pour l'examen des offres, dont l'identité est consignée dans le procès-verbal de la séance. Sous réserve d'un examen plus approfondi dans les quinze jours calendrier après le dépouillement des offres, tel que prévu par l'article 11, §1^{er}, le membre du Collège précité communique verbalement et de manière anonyme, pour chaque offre, soit son montant, soit la cause de son irrecevabilité.

§4. Le membre du Collège précité assure la tranquillité de la séance. Les candidats-acheteurs et le public ont un comportement passif et ne peuvent, de quelle que manière que ce soit, intervenir dans la procédure.

Si la tranquillité de la séance est toutefois entravée, le membre du Collège précité peut suspendre la séance jusqu'à ce que la tranquillité et le calme soient restaurés. Si l'incident perdure malgré la suspension de la séance, alors celle-ci se poursuit à huit-clos. Chaque incident sera mentionné dans le procès-verbal de la séance.

§5. Les documents visés à l'article 8 sont paraphés par le membre du Collège précité et le Secrétaire communal, ou le cas échéant, par son remplaçant.

§6. Le membre du Collège précité et le Secrétaire communal, ou le cas échéant, son remplaçant, signent le procès-verbal de la séance, dont la rédaction est déléguée à un membre du personnel de leur choix et dont l'identité est reprise dans ce dernier.

§7. Le procès-verbal de la séance est annexé à la décision finale du Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de sa notification aux candidats-acheteurs.

Article 11. §1^{er}. Le Collège des Bourgmestre et Echevins vérifie la régularité de la procédure appliquée en vertu de l'article 10 et peut, moyennant motivation, s'écarter des éléments consignés dans le procès-verbal de la séance de dépouillement des offres, lesquels ne lient pas ce dernier.

L'offre retenue par le Collège des Bourgmestre et Echevins est déterminée, comme suit, dans un délai maximum de 15 jours calendrier après le dépouillement des offres:

- Si une seule offre propose le montant le plus élevé et est supérieur de plus de 5% au montant de l'offre directement inférieure, le Collège des Bourgmestre et Echevins retient cette offre.
- Si le montant le plus élevé proposé, lequel est supérieur de plus de 5% au montant de l'offre directement inférieure est repris dans plusieurs offres, les candidats-acheteurs ayant fait les offres identiques susmentionnées sont convoquées à une séance de surenchères, telle que fixée par le paragraphe 2. À la suite de cette séance, le Collège des Bourgmestre et Echevins retient l'offre reçue la plus élevée.
- Si le montant le plus élevé proposé n'est supérieur que de 5% ou moins au montant de l'offre directement inférieure, les candidats-acheteurs ayant fait une offre dont le montant est égal ou inférieur à 5% au montant le plus élevé proposé sont convoqués à une séance de surenchères, telle que fixée par le paragraphe 2. À la suite de cette séance, le Collège des Bourgmestre et Echevins retient l'offre reçue la plus élevée.

§2. Lorsqu'une séance de surenchères doit être organisée, les candidats-acheteurs visés aux points b) et c) en sont immédiatement avisés et sont convoqués par courrier recommandé, dans les 25 jours calendrier suivant la décision du Collège constatant la nécessité d'une séance de surenchères.

Lors de la séance de surenchères, laquelle se déroule à huis-clos, les candidats-acheteurs, visés à l'alinéa précédent, devront être munis des documents tels que définis à l'article 8, dans l'hypothèse où une modification relative au contenu des informations reprises dans l'offre initiale est intervenue. Les enchères ne sont alors acceptées qu'au cours de cette séance, de manière verbale et par tranches minimales de 2000 euros. Un procès-verbal de la séance est rédigé et signé par le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins désigné et par le Secrétaire communal, ou le cas échéant, par son remplaçant, lesquels peuvent être assistés d'un membre du personnel de leur choix.

§3. Le procès-verbal de la séance est annexé à la décision finale du Collège précité en vue de sa notification aux candidats-acheteurs, dont le Collège des Bourgmestre et Echevins peut s'écarter, moyennant motivation et après vérification de la régularité de la procédure appliquée en vertu de l'article 11, §2, alinéa 2.

Article 12. §1^{er}. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses annexes sont communiquées par courrier recommandé avec accusé de réception au candidat retenu et aux autres candidats-acheteurs dans les 30 jours calendrier suivant le jour de la décision visée à l'article 11, §1^{er}, a) ou à l'article 11, §1^{er}, b) et c). Nonobstant cette décision, le transfert de propriété n'aura lieu que lors de la signature de l'acte authentique de vente. Un compromis de vente pourra, le cas échéant, être rédigé et signé, dans les plus brefs délais.

§2. À titre d'acompte, l'acquéreur est tenu de verser, dans les 15 jours calendrier de la réception du courrier recommandé, 10% du prix d'achat sur le compte bancaire du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Des intérêts de retard sont calculés dès le 16^e jour calendrier de réception du courrier recommandé, sur la base du taux d'intérêt légal en vigueur.

§3. L'acte de vente est signé après l'écoulement du délai de recours de 60 jours calendrier permettant à tout candidat-acheteur intéressé d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de l'offre retenue et devra intervenir dans le délai déterminé par le notaire, lequel ne peut pas être supérieur à quatre mois, sauf en cas de survenance d'un cas de force majeure.

§4. En cas de non-respect du délai visé au paragraphe 3, une mise en demeure est notifiée par pli recommandé à l'acquéreur ainsi que, le cas échéant, à la caution.

En l'absence de réaction de ceux-ci pendant quinze jours calendrier à compter de la date du cachet postal :

a. Le Conseil communal pourra :

- Soit poursuivre l'exécution forcée de la vente ;
- Soit demander la résolution judiciaire de la présente vente. Dans ce cas, les 10% versés à titre d'acompte resteront acquis de plein droit, à titre de dommages et intérêts forfaitaires, à la commune.

b. Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra réputer la vente comme non-aboutie et retirer sa décision, telle que visée à l'article 11. Il peut, conformément à l'article 13, décider d'attribuer le bien au second candidat-acheteur le plus offrant, ou entamer une nouvelle procédure de vente de gré à gré, dans le respect des modalités prévues par le présent règlement.

Article 13. §1^{er}. Dans l'hypothèse où la vente n'aboutit pas, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut décider d'attribuer le bien au second candidat-acheteur le plus offrant et ayant remis une offre régulière au regard du présent règlement et comprise dans le pourcentage visé à l'article 11. Dans l'hypothèse où le second candidat-acheteur ne peut être retenu, le bien est attribué au troisième candidat-acheteur, ou le cas échéant, si celui-ci ne peut être retenu, au candidat-acheteur suivant, tant que le prix fixé par le Conseil communal est accepté.

§2. Si la vente, telle que reprise au paragraphe 1^{er}, n'aboutit pas, le Conseil communal peut procéder à une nouvelle procédure de vente de gré à gré telle que décrite ci-dessus. Il peut alors fixer un prix de vente minimum, qui peut, moyennant motivation, être inférieur à l'estimation établie par le CAIR ou par l'expert désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3. Les personnes ayant présenté une offre lors de la première procédure sont automatiquement prévenues de la remise en vente du bien, à l'exception des candidats-acheteurs n'ayant pas donné suite à la vente.

Article 14. §1^{er}. La décision de vendre un bien de gré à gré, sans publicité, à une personne déterminée, devra être motivée au regard de l'intérêt général, celui-ci pouvant résulter de circonstances de fait particulières, tout en veillant à ce que le prix estimé soit obtenu.

Article 15. Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant sa publication.

ANNEXES

FORMULAIRES DE REMISE D'OFFRE

1.

SOCIÉTÉ

La société, dont le siège est établi à, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise, valablement représentée par, nommé(e) à cette fonction par, publié(e) au Moniteur belge du qui se porte caution solidaire pour ladite société, (et), s'engage irrévocablement à acquérir le bien immobilier sis pour la somme de (en toutes lettres) EUR.

Nous avons connaissance du fait que le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra sa décision quant à l'offre retenue dans les 15 jours calendrier suivant le jour du dépouillement ou de la séance de surenchères.

Nous avons connaissance du fait qu'à dater de cette décision, la vente sera parfaite et conclue aux conditions reprises dans le projet d'acte de vente.

Nous attestons de l'exactitude des données reprises dans les documents visés à l'article 8 du règlement.

Nous nous engageons, si le Collège des Bourgmestre et Echevins retient la présente offre, à verser 10% du prix de vente sur le compte dans les 15 jours calendrier de la réception du courrier recommandé nous informant de cette décision.

Nous avons pris connaissance de l'intégralité du dossier dont question à l'article 6 du règlement de procédure de vente de gré à gré des biens immobiliers communaux.

Fait à, le .../.../.....

Signatures précédées de la mention « lu et approuvé » :

2.

PERSONNE SEULE

Je soussigné(e), Monsieur/Madame*, m'engage irrévocablement à acquérir le bien immobilier sis pour la somme de (en toutes lettres)EUR.

J'ai connaissance du fait que le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra sa décision quant à l'offre retenue dans les 15 jours calendrier suivant le jour du dépouillement ou de la séance de surenchères.

J'ai connaissance du fait qu'à dater de cette décision, la vente sera parfaite et conclue aux conditions reprises dans le projet d'acte de vente.

J'atteste de l'exactitude des données reprises dans les documents visés à l'article 8 du règlement.

Je m'engage, si le Collège des Bourgmestre et Echevins retient la présente offre, à verser 10% du prix de vente sur le compte dans les 15 jours calendrier de la réception du courrier recommandé nous informant de cette décision.

J'ai pris connaissance de l'intégralité du dossier dont question à l'article 6 du règlement de procédure de vente de gré à gré des biens immobiliers communaux.

Fait à, le .../.../.....

Signature précédée de la mention « lu et approuvé » :

*Biffez la mention inutile.

3.

PLUSIEURS PERSONNES

Nous soussignés, Monsieur/Madame*..... et Monsieur/Madame*....., nous engageons irrévocablement à acquérir le bien immobilier sis pour la somme de (en toutes lettres)EUR.

Nous avons connaissance du fait que le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra sa décision quant à l'offre retenue dans les 15 jours calendrier suivant le jour du dépouillement ou de la séance de surenchères.

Nous avons connaissance du fait qu'à dater de cette décision, la vente sera parfaite et conclue aux conditions reprises dans le projet d'acte de vente.

Nous attestons de l'exactitude des données reprises dans les documents visés à l'article 8 du règlement.

Nous nous engageons, si le Collège des Bourgmestre et Echevins retient la présente offre, à verser 10% du prix de vente sur le compte dans les 15 jours calendrier de la réception du courrier recommandé nous informant de cette décision.

Nous avons pris connaissance de l'intégralité du dossier dont question à l'article 6 du règlement de procédure de vente de gré à gré des biens immobiliers communaux.

Fait à le/..../.....

Signatures précédées de la mention « lu et approuvé » :

*Biffez la mention inutile.

ACTE DE CAUTIONNEMENT INDIVISIBLE À PREMIÈRE DEMANDE

NOM/PRÉNOM/DOMICILE de la caution ou de son représentant.....(le cas échéant, si la caution est mariée) et son conjoint, Monsieur/Madame* qui accepte cette caution et renonce à tous recours judiciaires pour en demander l'annulation.

DÉNOMINATION/SIÈGE SOCIAL si la caution est une personne morale.....

Reproduire et compléter ci-dessous de manière manuscrite la mention reprise en note de bas de page [1] :

Je renonce expressément au bénéfice de discussion et de division.

Je déclare avoir pris connaissance de l'intégralité du règlement de procédure de vente de gré à gré au plus offrant des biens immobiliers communaux et de tous les autres documents figurant dans ce règlement.

Fait à le/..../..... en autant d'exemplaires qu'il y a de cautions.

Signature (à faire légaliser auprès de l'administration communale de votre domicile) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé » et « bon pour caution indivisible pour une somme de EUR (en toutes lettres) en vue de l'exécution des obligations de paiement résultant de ladite offre » par la caution et, le cas échéant, son conjoint :

*Biffez la mention inutile.

[1] En me portant caution à première demande de ... dans la limite de la somme de ... (en chiffres) EUR couvrant le paiement total ou partiel de l'offre émise par le précité pour l'achat de l'immeuble sis ... jusqu'au paiement intégral du prix de vente et intérêts résultant de l'acte de vente de l'immeuble sis ... et pour une durée maximale de 5 ans, je m'engage à rembourser au créancier de ... toutes les sommes qu'il devrait, en ce compris l'indemnité de 10%, sur mes biens et sur mes revenus si, et dans la mesure où, ... n'y satisfait pas lui-même.

25 votants : 25 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Patrick Neve

Le Président,
(s) Ahmed Medhouné

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 10 octobre 2019

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Patrick Neve



Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Ahmed Medhoune, *Voorzitter van de Raad* ;
Emir Kir, *Burgemeester* ;
Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Schepenen* ;
Abdesselam Smahi, Frédéric Rockens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pauline Warnotte, Pascal Lemaire, Elodie Christine Jacqueline Cornez, *Gemeenteraadsliden* ;
Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Serob Muradyan, Safa Akyol, *Gemeenteraadsliden*.

Zitting van 09.10.19

#Onderwerp : Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen ; goedkeuring.#

Openbare zitting

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;
Gelet op de Omzendbrief van 22 december 2015 met betrekking tot de aankoop of de vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen ;
Overwegende dat de gemeente eigenaar is van tal van onroerende goederen op haar grondgebied ;
Overwegende dat de gemeente een administratieve overheid is onderworpen aan het principe van goed bestuur, openbaarmaking, transparantie en respect voor gelijkheid ;
Dat deze principes met name van toepassing zijn in de procedures betreffende de vervreemding van gemeentelijke goederen ;
Overwegende dat de invoering van een specifieke procedure die de vervreemding omkadert van alle gemeentelijke onroerende goederen door onderhandse verkoop noodzakelijk is teneinde de naleving te garanderen van de voornoemde rechtsprincipes ;
Overwegende dat, ook al is de onderhandse verkoopprocedure met bekendmaking uiteraard de toe te passen regel, tevens een verkoopprocedure zonder bekendmaking dient te worden voorzien indien het algemeen belang dit rechtvaardigt, aangezien dit belang het resultaat kan zijn van bijzondere feitelijke omstandigheden ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande procedurereglement goed te keuren betreffende de onderhandse verkoop van gemeentelijke onroerende goederen:

Artikel 1. Wanneer de Gemeenteraad het beslist kan zij een gemeentelijk onroerend goed vervreemden door een onderhandse verkoop aan de meest biedende volgens de procedure vastgesteld door dit reglement.

Artikel 2. §1^{er}. De Gemeenteraad stelt de minimum verkoopprijs vast van het goed of van het vastgoedrecht, die hoger of lager kan liggen dan de voorafgaande schatting van het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen.

In voorkomend geval omvat deze beslissing tevens de herbestemming van het betreffende goed of vastgoedrecht.

§2. Indien de prijs vastgesteld door de Gemeenteraad lager ligt dan de voorafgaande schatting van het GCAO, dan dient deze beslissing te worden gemotiveerd.

Artikel 3. Bij gebreke van een schattingsverslag opgesteld door het GCAO binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum van indiening van de schattingsaanvraag van een goed, die wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs van het GCAO, of vanaf de ontvangst van de beslissing van het GCAO waarin het zich onmogelijk verklaart om zich uit te spreken binnen een dergelijke termijn, wordt een beroep gedaan, in naleving van de regels die toepasbaar zijn inzake overheidsopdrachten, op een notaris, een meetkundig schatter of een vastgoedagent teneinde over te gaan tot de schatting van de verkoopwaarde van het goed of van het vastgoedrecht.

Artikel 4. Het schattingsverslag van het goed heeft een geldigheidsduur van één jaar. Voorbij deze termijn is een schriftelijke bevestiging vereist van de geldigheid van de waardeschatting van het goed bij het GCAO of de deskundige die het verslag heeft opgesteld.

Artikel 5. §1. Het goed onderworpen aan deze procedure maakt het voorwerp uit van de volgende maatregelen van openbaarheid binnen een termijn van 30 dagen, die wordt vastgesteld door de Gemeenteraad tijdens de zitting vermeld in artikelen 1 en 2 :

- Aankondiging op de gemeentelijke aankondigingsborden ;
- Aankondiging op de website van de gemeente ;
- Aankondiging op het betreffende gebouw door een klein aanplakbiljet in A3- formaat of een zeil met een afmeting van maximum 1m35 breed op een proportionele lengte in functie van de tekst ;
- In voorkomend geval zou het kunnen worden aangekondigd in alle andere relevante media ;

De aankondiging dient minimum te bevatten :

Een beschrijving van het goed ;

De stedenbouwkundige bestemming van het goed ;

De basisprijs vastgesteld door de Gemeenteraad ;

De modaliteiten voor de organisatie van de bezoeken van het goed, alsook de gegevens van de gemeentelijke dienst waar men alle bijkomende informatie kan verkrijgen en om over te gaan tot de bezoeken ;

De uiterste indieningsdatum van de offertes ;

De plaats, de datum en het uur van het onderzoek van de offertes van de kandidaat-kopers ;

Het bestaan van een verkoopdossier, dat zal kunnen worden afgeleverd volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 6, §1.

§2. De termijn van openbaarmaking bedraagt 30 dagen vanaf de publicatie van de voornoemde aankondiging.

Artikel 6. §1. Het College van Burgemeester en Schepenen keurt vóór elke openbaarmaking en met inachtnaam van de termijn vermeld in artikel 5, §1, de inhoud goed van het verkoopdossier dat dient te worden afgeleverd aan de kandidaat-kopers.

Dit dossier zal tenminste bevatten :

Een kopie van dit reglement, waarbij de kandidaat-kopers zich ertoe verbinden om dit in acht te nemen ;

Een samenvattende nota betreffende de beschrijving van het goed, met name de aard, de plaats en de oppervlakte, en niet de betreffende staat ervan ;

De stedenbouwkundige bestemming ;

In voorkomend geval, een kopie van het bodemattest, van het controleverslag van de elektrische installatie en van het energieprestatiecertificaat ;

De formulieren van indiening van de offerte volgens de modellen toegevoegd in de bijlage.

Een verkoopdossier zal persoonlijk en tegen ontvangstbewijs worden overhandigd aan de kandidaat-kopers bij het bezoek van de plaatsen.

§2. Tijdens dezelfde zitting bepaalt het College de uiterste datum van indiening van de offertes en stelt de plaats, de datum en het uur van opening en bestudering van de offertes vast, en in voorkomend geval, van de eventuele zitting van hoger bod, zoals voorzien door artikel 11. Hij duidt tevens binnen zijn College een lid aan dat specifiek belast is met deze opdracht met de assistentie van de Gemeentesecretaris. Hij duidt bovendien een notaris aan om het College bij te staan in de verkoopoperatie.

Artikel 7. Binnen de termijn van 30 dagen vermeld in artikel 5, §2, zenden de kandidaat-kopers hun offerte onder dubbele omslag per aangetekende brief met ontvangstbewijs naar het gemeentelijk departement van het Huurpatrimonium, gelegen Koningsstraat 284 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, of overhandigen deze persoonlijk tegen een ontvangstbewijs dat de datum en het uur vermeldt van de offerte, aan het onthaal gelegen op hetzelfde adres.

De ontvangst van een offerte bekendgemaakt per aangetekende brief met ontvangstbewijs wordt geacht plaats te vinden op de werkdag volgend op de dag van neerlegging.

De kandidaat-koper zendt zijn brief ten laatste twee dagen voor de openingszitting, met inachtnaam van de voornoemde termijn in lid 2 van dit artikel.

Artikel 8. Het formulier van indiening van de offerte is ontvankelijk indien het voldoet aan de volgende drie cumulatieve voorwaarden :

Het is naar behoren ingevuld en ondertekend. Er is geen enkele andere handgeschreven aantekening of schrapping toegestaan ;

Het wordt samen verzonden met :

Herzij een bewijskrachtig bankdocument (bankwaarborg, blokkeringsovereenkomst, bankcheque) dat de financiële capaciteit aantoont van de kandidaat-koper om het goed aan te kopen voor het voorgedegde offertebedrag ;

Herzij een hypotheekaanbod van een erkende instelling voor een financiering ter hoogte van het bedrag van de ingediende offerte.

Herzij de overlegging van één van deze documenten door de kandidaat-koper en/of door één of meerdere naar behoren bevoegde natuurlijke of rechtspersonen die zich ondeelbaar borg stellen op eerste verzoek, ter hoogte van het bedrag van de offerte. In dit geval dient, op straffe van niet-ontvankelijkheid, aan de offerte het naar behoren ingevulde en ondertekende modeldocument zoals opgenomen in de bijlage van onderhavig reglement toegevoegd te worden, vergezeld van een legalisatie van de handtekening van degene die zich borg stelt of diens vertegenwoordiger

De drie voornoemde modaliteiten kunnen worden gecumuleerd indien het te waarborgen bedrag door één van deze modaliteiten onvoldoende is om het bedrag van de ingediende offerte te bereiken ;

De modaliteiten voor de indiening van een offerte zoals hierboven beschreven zijn volledig in acht genomen.

Artikel 9. §1. In het geval dat er geen enkele offerte ontvangen wordt op de door het College van burgemeester en schepenen vastgestelde termijn, zoals voorzien in artikel 6, §2, voor de opening en de bestudering van de offertes, kan het College een nieuwe periode voor de openbaarmaking voorzien van minimum 30 dagen en maximum 60 dagen. Deze termijn vangt aan op de datum vastgesteld door het voornoemde College.

§2. Tijdens deze zitting stelt het voornoemde College de uiterste datum vast van indiening van de offertes, die de termijn van openbaarmaking niet mag overschrijden, alsook de plaats, de datum en het uur van de nieuwe zitting van opening en bestudering van de offertes.

§3. De openbaarmaking voorzien in artikel 5 zal worden aangepast aan deze beslissing.

Artikel 10. §1. Op de datum vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig artikel 6, §2, worden de offertes geopend en onderzocht in openbare zitting in het gemeentehuis gelegen Sterrenkundelaan 13 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

§2. De aanwezigheid van de kandidaat-kopers en van de notaris aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen tijdens deze zitting is facultatief.

§3. Het lid van het College van Burgemeester en Schepenen aangeduid overeenkomstig artikel 6, §2 om over te gaan tot de bestudering, dat wordt bijgestaan door de Gemeentesecretaris, of desgevallend, door zijn vervanger, gaat over tot de opening van de offertes, bestudeert ze en stelt vervolgens hun ontvankelijkheid vast. Zij kunnen worden geassisteerd door één of meerdere personeelsleden voor de bestudering van de offertes, waarvan de identiteit wordt vermeld in het verslag van de zitting. Onder voorbehoud van een grondiger onderzoek binnen de vijftien kalenderdagen na het bestuderen van de offertes, deelt het voornoemde Collegelid voor iedere offerte, verbaal en anoniem, hetzij het bedrag, hetzij de reden voor niet-ontvankelijkheid mee.

§4. Het voornoemde Collegelid verzekert de rust van de zitting. De kandidaat-kopers en het publiek gedragen zich passief en mogen op geen enkele manier tussenkomen in de procedure.

Indien de rust van de zitting echter wordt verstoord, dan kan het voornoemde Collegelid de zitting schorsen totdat de rust en de kalmte zijn hersteld. Indien het incident voortduurt ondanks de schorsing van de zitting, dan wordt deze verdergezet achter gesloten deuren. Ieder incident zal worden vermeld in het verslag van de zitting.

§5. De documenten vermeld in artikel 8 worden geparafeerd door het voornoemde Collegelid en de Gemeentesecretaris, of desgevallend door zijn vervanger.

§6. Het voornoemde Collegelid en de Gemeentesecretaris, of in voorkomend geval, zijn vervanger, ondertekenen het verslag van de zitting, waarvan de opstelling wordt gedelegeerd aan een personeelslid van hun keuze en waarvan de identiteit in dit verslag wordt vermeld.

§7. Het verslag van de zitting wordt bijgevoegd bij de eindbeslissing van het College van Burgemeester en Schepenen met het oog op de bekendmaking aan de kandidaat-kopers.

Artikel 11. §1. Het College van Burgemeester en Schepenen verifieert de regelmatigheid van de procedure toegepast krachtens artikel 10 en kan, mits motivering, afwijken van elementen vermeld in het verslag van de zitting van onderzoek van de offertes, die hem tot niets verbinden.

De offerte die door het College van Burgemeester en Schepenen wordt aanvaard, wordt als volgt bepaald binnen een maximumtermijn van 15 kalenderdagen na de bestudering van de offertes:

Indien slechts één enkele offerte het hoogste bedrag heeft geboden en dit bedrag meer dan 5 % hoger is dan het tweede hoogste bedrag dat geboden werd, beslist het College van burgemeester en schepenen deze offerte te aanvaarden.

Indien het hoogste bod, dat meer dan 5 % hoger ligt dan het tweede hoogste bod, in meer dan één offerte gedaan wordt, worden de kandidaat-kopers die hetzelfde voornemd bod hebben uitgebracht opgeroepen voor een zitting van hoger bod, zoals vastgesteld in paragraaf 2. Na deze zitting besluit het College van burgemeester en schepenen het hoogst uitgebrachte bod te aanvaarden.

Indien het hoogst uitgebrachte bod slechts 5 % of minder hoger is dan het tweede hoogste bod, worden de kandidaat-kopers die een bod hebben uitgebracht dat 5 % of minder lager ligt dan het hoogste bod opgeroepen voor een zitting van hoger bod, zoals vastgesteld door paragraaf 2. Na deze zitting besluit het College van burgemeester en schepenen het hoogst uitgebrachte bod te aanvaarden.

§2. Wanneer er een zitting van hoger bod moet worden belegd, worden de kandidaat-kopers vermeld in punt b) en c) onmiddellijk per aangetekend schrijven verwittigd en opgeroepen, binnen 25 kalenderdagen na de beslissing van het College dat de noodzaak vaststelt van een zitting van hoger bod.

Tijdens de zitting van hoger bod, die achter gesloten deuren plaatsvindt, dienen de kandidaat-kopers vermeld in het voorgaande lid de documenten bij zich te hebben die worden bepaald in artikel 8, in geval er een wijziging met betrekking tot de inhoud van de informatie opgenomen in de initiële offerte heeft plaatsgevonden. De bieden worden dan enkel tijdens deze zitting aanvaard, mondeling en per minimale schijven van 2000 euro. Een verslag van de zitting wordt opgesteld en ondertekend door het aangestelde lid van het College van Burgemeester en Schepenen en door de Gemeentesecretaris, of in voorkomend geval, door zijn vervanger, die kunnen worden bijgestaan door een personeelslid van hun keuze.

§3. Het verslag van de zitting wordt bijgevoegd bij de eindbeslissing van het voornoemde College met het oog op de bekendmaking ervan aan de kandidaat-kopers, waarvan het College van Burgemeester en Schepenen kan afwijken, mits motivering en na verificatie van de regelmatigheid van de procedure toegepast krachtens artikel 11, §2, lid 2.

Artikel 12. §1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en haar bijlagen worden medegegeerd per aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de geselecteerde kandidaat en de andere kandidaat-kopers binnen de 30 kalenderdagen volgend op de dag van de beslissing vermeld in artikel 11, §1, a) of artikel 11, §1, b) en c). Ondanks deze beslissing vindt de eigendomsoverdracht pas plaats op het moment van de

ondertekening van de authentieke verkoopakte. Een voorlopige koopakte kan in voorkomend geval zo spoedig mogelijk worden opgesteld en ondertekend.

§2. Als voorschot is de koper gehouden om binnen 15 kalenderdagen na ontvangst van het aangetekend schrijven 10 % van de aankoopprijs te storten op de rekening van de notaris die door het College van burgemeester en schepenen is aangewezen. Vanaf de 16^{de} kalenderdag na ontvangst van het aangetekend schrijven zal vertragsrente worden aangerekend op basis van de van kracht zijnde wettelijke rentevoet.

§3. De verkoopakte wordt ondertekend na het verstrijken van de beroepstermijn van 60 kalenderdagen, die iedere geïnteresseerde kandidaat-koper toelaat om een beroep in te dienen voor de Raad van State tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dat beslist over de geselecteerde offerte en dient te worden opgesteld binnen de termijn bepaald door de notaris, die niet langer mag bedragen dan vier maanden, behalve in geval van overmacht.

§4. In geval van niet-naleving van de termijn vermeld in paragraaf 3 wordt een ingebrekestelling bekendgemaakt per aangetekend schrijven aan de koper alsook, in voorkomend geval, aan de borg.

Bij gebreke van een reactie van hunnentwege gedurende vijftien kalenderdagen vanaf de datum van de poststempel :

Kan de Gemeenteraad :

Hetzij de gedwongen tenuitvoerlegging van de verkoop vorderen ;

Hetzij de gerechtelijke ontbinding vorderen van deze verkoop. In dat geval komt het voorschot van 10 % van rechtswege als forfaitaire schadevergoeding aan de gemeente toe.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de verkoop als niet-gerealiseerd beschouwen en zijn beslissing intrekken, zoals vermeld in artikel 11. Het kan, overeenkomstig artikel 13, beslissen om het goed toe te kennen aan de tweede hoogste bidder, of een nieuwe onderhandse verkoopprocedure starten, in naleving van de modaliteiten voorzien door dit

reglement.

Artikel 13. §1. In het geval de verkoop niet tot stand komt, kan het College van Burgemeester en Schepenen beslissen om het goed toe te kennen aan de tweede hoogste bieder die een regelmatige offerte heeft ingediend au ten aanzien van dit reglement en inbegrepen in het percentage vermeld in artikel 11. In het geval de tweede kandidaat-koper niet kan worden geselecteerd, wordt het goed toegekend aan de derde kandidaat-koper, of desgevallend, indien deze niet kan worden geselecteerd, aan de volgende kandidaat-koper, zolang de prijs vastgesteld door de Gemeenteraad wordt aanvaard.

§2. Indien de verkoop, zoals opgenomen in paragraaf 1, niet tot stand komt, dan kan de Gemeenteraad overgaan tot een nieuwe onderhandse verkoopprocedure zoals hierboven beschreven. Zij kan dan een minimum verkoopprijs vaststellen die, mits motivering, lager ligt dan de schatting uitgevoerd door het GCAO of door de deskundige aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. De personen die tijdens de eerste procedure een offerte hebben ingediend, worden automatisch verwittigd over de herverkoop van het goed, met uitzondering van de kandidaat-kopers die geen gevolg hebben gegeven aan de verkoop.

Artikel 14. De beslissing tot onderhandse verkoop zonder bekendmaking aan een welbepaalde persoon moet in het kader van het algemeen belang worden gemotiveerd omdat dit belang het resultaat kan zijn van bijzondere feitelijke omstandigheden, waarbij erop moet worden toegezien dat de geschatte prijs verkregen wordt.

Artikel 15. Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

BIJLAGEN

FORMULIEREN VAN INDIENING VAN EEN OFFERTE

1. VENNOOTSCHAP

De vennootschap, waarvan de zetel gevestigd is te, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer, geldig vertegenwoordigd door, in deze functie benoemd door, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van die zich hoofdelijk garant stelt voor genoemde vennootschap, (en), verbindt zich onherroepelijk tot de aankoop van het onroerend goed gelegen voor de som van (in letters en voluit geschreven) EUR.

Wij hebben kennisgenomen van het feit dat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing zal nemen over welke offerte aanvaard wordt binnen de 15 kalenderdagen na de dag van het onderzoek of van de zitting van hoger bod.

Wij hebben kennisgenomen van het feit dat vanaf deze beslissing de verkoop gesloten en voltrokken is volgens de voorwaarden vermeld in het ontwerp van de verkoopovereenkomst.

Wij bevestigen de nauwkeurigheid van de gegevens opgenomen in de documenten vermeld in artikel 8 van het reglement.

Wij verbinden ons ertoe, indien het College van Burgemeester en Schepenen deze offerte aanvaardt, om binnen 15 kalenderdagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven dat ons op de hoogte stelt van die beslissing, 10 % van de verkoopprijs te storten op rekeningnummer.....

Wij hebben kennisgenomen van het gehele dossier dat genoemd wordt in artikel 6 van het reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen.

Opgemaakt te, op .../.../.....

Handtekeningen voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » :

2. EEN PERSOON

Ik ondergetekende, Mijnheer/Mevrouw*, verbindt mij onherroepelijk tot de aankoop van het onroerend goed gelegen voor de som van (in letters en voluit geschreven) EUR.

Ik heb kennisgenomen van het feit dat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing zal nemen over welke offerte aanvaard wordt binnen de 15 kalenderdagen na de dag van het onderzoek of van de zitting van hoger bod.

Ik heb kennisgenomen van het feit dat vanaf deze beslissing de verkoop gesloten en voltrokken is volgens de voorwaarden vermeld in het ontwerp van de verkoopovereenkomst.

Ik bevestig de nauwkeurigheid van de gegevens opgenomen in de documenten vermeld in artikel 8 van het reglement.

Ik verbind mij ertoe, indien het College van Burgemeester en Schepenen deze offerte aanvaardt, om binnen 15 kalenderdagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven dat ons op de hoogte stelt van die beslissing, 10 % van de verkoopprijs te storten op rekeningnummer.....

Ik heb kennisgenomen van het gehele dossier dat genoemd wordt in artikel 6 van het reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen.

Opgemaakt te, op .../.../.....

Handtekening voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » :

*Schrappen wat niet past.

3. **MEERDERE PERSONEN**

Wij ondergetekenden, Mijneer/Mevrouw*..... en Mijneer/Mevrouw*....., verbinden ons onherroepelijk tot de aankoop van het onroerend goed gelegen voor de som van (in letters en voluit geschreven) EUR.
Wij hebben kennisgenomen van het feit dat het College van Burgemeester en Schepenen een beslissing zal nemen over welke offerte aanvaard wordt binnen de 15 kalenderdagen na de dag van het onderzoek of van de zitting van hoger bod.
Wij hebben kennisgenomen van het feit dat vanaf deze beslissing de verkoop gesloten en voltrokken is volgens de voorwaarden vermeld in het ontwerp van de verkoopovereenkomst.
Wij bevestigen de nauwkeurigheid van de gegevens opgenomen in de documenten vermeld in artikel 8 van het reglement.
Wij verbinden ons ertoe, indien het College van Burgemeester en Schepenen deze offerte aanvaardt, om binnen 15 kalenderdagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven dat ons op de hoogte stelt van die beslissing, 10 % van de verkoopprijs te storten op rekeningnummer.....
Wij hebben kennisgenomen van het gehele dossier dat genoemd wordt in artikel 6 van het reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen.

Opgemaakt te op
Handtekening voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » :

*Schrappen wat niet past.

AKTE VAN ONDEELBARE BORG OP EERSTE VERZOEK

NAAM/VOORNAAM/ADRES van de borg of zijn/haar vertegenwoordiger
..... (indien van toepassing, als de borg gehuwd is) en zijn/haar echtgenote/echtgenoot Mevrouw/de heer die deze borg aanvaardt en afziet van alle gerechtelijke vorderingen tot vernietiging daarvan.
BENAMING/MAATSCHAPPELIJKE ZETEL als de borg een rechtspersoon is.....
Hieronder de onderaan de pagina aangegeven vermelding [1] met de hand overschrijven en aanvullen :

Ik zie uitdrukkelijk af van het voorrecht van uitwinning en schuldsplitsing.
Ik verklaar kennis genomen te hebben van het gehele reglement voor de procedure voor een onderhandse verkoop van de gemeentelijke onroerende goederen en alle andere in dit reglement genoemde documenten.

Opgemaakt te op in evenveel exemplaren als het aantal borgen.
Handtekening (te laten legaliseren bij het gemeentebestuur van uw woonplaats) voorafgegaan door de handgeschreven vermelding "Gelezen en goedgekeurd" en "Goed voor ondeelbare borg ten bedrage vanEUR (in letters en voluit geschreven) ter uitvoering van de betalingsverplichtingen die voortvloeien uit genoemde offerte" door de borg en, indien van toepassing, zijn/haar echtgenote/echtgenoot:

*Schrappen wat niet past.

[1] Door mij op eerste verzoek borg te stellen voor ... tot een bedrag van ... (in cijfers) EUR ter dekking van de volledige of gedeeltelijke betaling van het offertebedrag van hogergenoemde voor de aanschaf van het goed gelegen te ... tot aan de volledige betaling van de verkoopprijs en rente voortvloeiend uit de verkoopakte van het goed gelegen te ... en voor een maximale looptijd van vijf jaar, verbind ik mij ertoe aan de schuldeiser van... alle bedragen terug te betalen die hij/zij verschuldigd mocht zijn, inclusief de vergoeding van 10 %, uit mijn eigen goederen en inkomsten indien en in zoverre ... hier niet zelf aan kan voldoen.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Patrick Neve

De Voorzitter,
(g) Ahmed Medhoune

VOOR EENSLUITEND AFSCHRIFT
Sint-Josef, 10 oktober 2019



In opdracht :
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve

Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour